



## **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CHARENTE**

27, place Bouillaud – CS 12124  
16021 ANGOULÊME Cedex

### **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

**Passé après appel d'offres ouvert  
en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique**

<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)</b>
--

<b><i>OBJET DE LA CONSULTATION</i></b>
--

<b>LOCATION DE MATERIELS INFORMATIQUES POUR CCI CHARENTE FORMATION</b>
--

<b><i>POUVOIR ADJUDICATEUR</i></b>
------------------------------------

<b>CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CHARENTE 27, place Bouillaud - CS12124 16021 ANGOULEME Cedex</b>
--

## **Article 1 – Objet du Marché – Nature et lieu d'exécution des prestations**

Le présent marché est un marché de fourniture et de services.

Le titulaire devra fournir, livrer et assurer la maintenance matérielle des matériels informatiques décrits au CCTP. Ce marché fera l'objet d'une location avec contrat de maintenance sur 20 trimestres.

Le matériel fourni devra être neuf.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions générales et particulières du marché dans lequel la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Charente confie au TITULAIRE toutes les tâches relatives à la livraison, la location et la maintenance d'équipements informatiques.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **Article 2 – Mode de consultation**

Le présent marché est passé en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique, selon la procédure d'appel d'offres.

## **Article 3 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **Pièces Particulières**

1. l'acte d'engagement (AE),
2. le bordereau de prix unitaires (BPU);
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
4. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.);

### **Pièces Générales**

Le cahier des Clauses Administratives Générales Techniques de l'Information et de la Communication (*arrêté du 30 mars 2021*).

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

#### Article 4 – Durée du marché

Le matériel devra être en service au plus tard le **29 août 2025**.

Le marché s'étend de la mise en service du matériel pour une **durée de 5 ans**.

Le loyer sera décomposé en 20 trimestres.

#### Article 5 – Notifications et communication

Les délais de notification courent à compter du lendemain de la date portée sur l'accusé de réception.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au pouvoir adjudicateur qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Les délais fixés dans les ordres de services relatifs à la livraison du matériel ont une valeur contractuelle. Leur non respect entraîne des pénalités à l'encontre du titulaire.

#### Article 6 – Sous-traitance

En cas de sous-traitance, un acte spécial de sous-traitance accompagné des pièces justificatives devra être présenté au pouvoir adjudicateur. Le titulaire demeure le seul interlocuteur de la CCI Charente. Il assume seul, pendant toute la durée du marché, devant la CCI Charente comme devant les tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Le recours à la sous-traitance sans accord de la CCI Charente expose le titulaire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

#### Article 7 – Garantie

Les conditions de garantie seront exécutées conformément à l'article 36 du CCAG-TIC.

La durée de garantie sera, par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, de:

- ✓ Pour le lot 1 : **5 ans**, pièces, main d'œuvre et déplacements inclus.
- ✓ Pour le lot 2 : **3 ans**, pièces, main d'œuvre et déplacements inclus.

Le point de départ du délai de garantie est la date de mise en service ou le procès verbal de réception.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie des fournitures qui serait reconnue défectueuse.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 48h.

Dans le cas d'une indisponibilité supérieure à 48h à compter de la demande d'intervention émise par CCI Charente Formation / EMCA, le titulaire doit assurer le prêt d'un matériel équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par la personne représentant le pouvoir adjudicateur, sauf à en demander le règlement s'il estime que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

#### **Article 8 – Assurance**

La CCI Charente se laisse la possibilité :

- Soit de couvrir le matériel par sa propre assurance
- Soit d'opter pour l'assurance proposée par le titulaire.

## **Conditions générales d'exécution des prestations**

#### **Article 9 – Livraison du matériel**

La qualité et les spécifications techniques des fournitures à livrer doivent être conformes aux indications figurant au cahier des clauses techniques particulières et en tout état de cause, au produit figurant dans l'offre du titulaire.

Le titulaire devra honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus au marché.

##### **9-1. – Modalités de livraison**

La notification du marché vaut ordre de service.

La livraison du matériel ne pourra être effective qu'après cette notification.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus au marché, il doit informer par écrit (courrier ou courriel) le service destinataire de la commande.

Cette information doit être communiquée dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception de la notification sous peine de pénalités.

##### **9-2. – Date effective**

Le matériel devra être livré, installé et en état de fonctionnement **au plus tard le 29 août 2025**.

### **9-3. – Conditions de livraison**

La livraison du matériel s'effectuera sur 3 sites géographiquement distincts :

- CCI Charente Formation bd Salvador Allende 16340 L'Isle d'Espagnac (ex-CIFOP)
- CCI Charente Formation 102 avenue Victor Hugo 16100 Cognac
- EMCA, rue de la Charente 16000 Angoulême

Lors de la livraison, la présence d'un représentant qualifié du titulaire est obligatoire.

Le titulaire devra fournir tous documents prouvant que le matériel informatique est neuf.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra refuser tout équipement ne répondant pas à ce critère.

Cette prestation inclut, outre l'acheminement du matériel jusque dans les locaux, le déballage de celui-ci, l'enlèvement des emballages et déchets divers.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Le titulaire s'engage à ce que la livraison soit effectuée dans le respect des règles de circulation et de sécurité du site.

Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Un procès verbal de la livraison sera émis par le titulaire et précisant clairement les date et heure de la livraison, le type de matériel livré, son numéro de série.

<b>Article 10 – Opérations de vérifications</b>
---

#### **10-1 – Vérification d'aptitude**

Elle a pour but de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées, le cas échéant, par le marché ou, dans le silence de celui-ci, par la documentation du titulaire.

Cette vérification s'effectuera durant tout le mois suivant sa mise en ordre de marche.

#### **10-2 – Admission**

Au terme des opérations de vérifications, la CCI Charente notifie sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet au titulaire conformément à l'article 34 du CCAG TIC.

Les décisions d'admission, avec ou sans réfaction, sont prises sous réserve des vices cachés.

Si la vérification est négative, la CCI Charente prononce soit l'ajournement de l'admission, avec vérification supplémentaire de la régularité de service pendant une période supplémentaire de 15 jours, soit le rejet.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après avoir convoqué et entendu le titulaire.

Par dérogation à l'article 34-4-3 du CCAG TIC, lorsque la vérification donne lieu à un ajournement ou rejet, l'enlèvement et le remplacement du matériel devront être effectués par les soins et aux frais du titulaire dans un délai qui ne saurait dépasser 8 jours.

## **Article 11 – Maintenance**

### **11-1 – Conditions générales**

Le titulaire s'engage à maintenir les appareils en bon état de fonctionnement sans qu'il puisse en résulter de troubles pour l'établissement de formation. Il est soumis, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à une obligation de résultat.

Les opérations de maintenance et de dépannage ne donneront pas lieu à facturation, elles sont réputées être comprises dans le prix du marché. Elles incluent notamment le coût de la main d'oeuvre et les frais de déplacement.

Si les réparations nécessitent un retour des matériels en atelier, le titulaire prend en charge les frais d'enlèvement, de transport et de la livraison.

En cas de non remise en état des matériels dans les délais impartis, le titulaire devra assurer le prêt d'un matériel de remplacement équivalent.

La personne publique ne participera pas aux frais d'enlèvement des appareils.

### **11-2 – Accès aux locaux**

La CCI Charente s'engage à donner toutes facilités au personnel du titulaire pour accéder aux appareils et effectuer toutes les opérations de maintenance et de dépannage.

### **11-3 – Périodes d'intervention**

La maintenance et le dépannage sur site sont assurés du lundi au vendredi, jours fériés exclus. La période d'intervention s'étend de 8h à 18 h.

Les interventions consistent, suivant les besoins, en dépannage, réglage et vérifications des matériels. Elles sont constatées sur un rapport, complété par le technicien qui indique son nom ainsi que la nature, la durée, la date et l'heure de l'intervention.

### **11-4 – Délais d'intervention**

Les pannes et dysfonctionnements nécessitant l'intervention d'un technicien sont signalés au titulaire par téléphone, courrier électronique ou portail client.

**La garantie souhaitée est un dépannage sur site avec une GTI minimale en J+1 (8h-18h, samedi, dimanche et jours fériés exclus).**

En cas d'indisponibilité supérieure à 48h, le titulaire doit assurer le prêt d'un matériel équivalent.

Ces délais commencent à courir à compter de la demande d'intervention émise par la CCI Charente Formation.

## **Article 12 – Défaillance du titulaire**

En cas de défaillance du titulaire (pour des raisons non liées à un cas de force majeure), une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution de HUIT JOURS lui sera notifiée par courrier recommandé.

Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au CCAG-TIC. La décision de résiliation interviendra après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Nonobstant cette procédure, la CCI Charente sera en droit de recourir à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce, pendant toute la durée indispensable pour assurer la maintenance du matériel informatique.

Cette procédure sera déclenchée si aucune intervention significative et efficace du titulaire n'est intervenue dans les 8 jours qui suivent la réception, par ce dernier, du courrier recommandé de mise en demeure ci-dessus.

Les frais résultant de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au titulaire (art 54 CCAG-TIC).

## **Article 13 – Pénalités**

### **13-1 – Retard de mise en service**

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de mettre en service l'équipement informatique dans les délais prévus à l'article 9 du présent C.C.A.P., les pénalités encourues seront les suivantes, par dérogation à l'article 14-1 du CCAG TIC :

50 € / matériel / jour de retard

### **13-2 – En matière de maintenance et de dépannage**

Conformément à l'article 11 du présent CCAP, le titulaire devra fournir un matériel de remplacement équivalent en cas d'indisponibilité supérieure à 48h. En cas de défaillance du titulaire, il encourt une pénalité de, par dérogation à l'article 14-2 du CCAG TIC :

50 € / matériel / jour de retard

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues d'office sur les sommes dues au titulaire.

## **Article 14 – Modalités de reprise du matériel**

Le titulaire s'engage à venir récupérer le matériel sur le site au terme du contrat.

Il devra fixer un rendez-vous avec le responsable informatique de CCI Charente Formation au plus tard un mois avant la date prévisionnelle de reprise du matériel.

Un procès verbal de reprise sera émis par le titulaire. Il précisera clairement les date et heure de la reprise, le type de matériel, son numéro de série, et les réserves éventuelles. Ce procès verbal devra être remis à CCI Charente Formation.

Au terme du contrat, la non reprise du matériel par le titulaire n'entraînera aucun paiement de loyer supplémentaire par la CCI.

Les modalités de restitution du matériel (frais de remise en état, seuil de tolérance...) seront à préciser par le candidat dans son offre.

## Prix et règlement

### Article 15 – Prix

L'offre de prix est réputée établie sur la base des prix unitaires indiqués au BPU, basé sur les conditions économiques en vigueur au mois m0 soit janvier 2025.

Le prix unitaire est ferme, non révisable et non actualisable.

Il comprendra l'ensemble des prestations prévues au CCAP et au CCTP.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

### Article 16 – Facturation

#### 16-1. –Périodicité des factures

La facturation des prestations se rapportant à la location et la maintenance des équipements informatiques sera **trimestrielle à terme échu**.

#### 16-2. – Contenu des factures

Les factures ou mémoires devront obligatoirement comporter outre les mentions légales :

- ☐ L'identification complète du Titulaire du marché (raison ou dénomination sociale de l'entreprise, adresse) ;
- ☐ Son n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés ;
- ☐ La date de l'établissement de la facture ;
- ☐ La référence du marché (date, numéro et objet) ;
- ☐ Le numéro du lot;
- ☐ Le numéro de nomenclature apparaissant sur l'acte d'engagement ou ses annexes ;
- ☐ Le trimestre correspondant à la période d'exécution ;
- ☐ Le montant HT de la facture,
- ☐ Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ☐ Le montant total T.T.C. ;



☐ Les modalités de règlement (compte bancaire, C.C.P.) telles que précisées dans l'acte d'engagement.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

### **16-3. – Envoi des factures**

Les factures trimestrielles doivent être adressées **obligatoirement** au format dématérialisé sur la plateforme **CHORUS PRO** en utilisant le SIRET 130 022 452 00036

## **Article 17 – Paiement**

### **17-1. – Règles régissant le paiement**

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Dans le cas où la facture transmise par le Titulaire serait erronée ou incomplète, elle sera retournée à son expéditeur. Les délais de paiement seront alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

### **17-2. – La monnaie de compte du marché**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **17-3. – Délais de paiement**

Les sommes dues au titulaire seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture en bonne et due forme par la CCI Charente.

### **17-4. – Modalités de paiement**

Les sommes dues seront payées par virement dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

## **Résiliation – Litiges**

## **Article 18 – Résiliation**

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG-TIC s'appliquent.

## **Article 19 – Litiges**

### **19-1. – Juridiction compétente**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de Poitiers.

### **19-2. – Droit applicable**

Le droit au présent marché est le droit français. Dans ces conditions, les litiges éventuels seront régis par les lois et règlements français exclusivement.

### **19-3. – Règlement amiable des litiges**

Le Titulaire ou la CCI Charente pourra également demander que les litiges et différends éventuels nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché, soient, conformément aux articles 2197-1 du Code de la Commande Publique, soumis à l'avis d'un Comité consultatif de règlement amiable des différends nés à l'occasion des marchés publics.

### **19-4. – Désignation d'un expert**

Les frais d'expertise éventuellement engagés à l'occasion d'un litige sont à la charge de la partie envers laquelle les résultats de l'expertise sont défavorables.

## **Article 20 – Dispositions particulières**

### **20-1. – Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront, d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### **20-2. – Référence**

Si le Titulaire veut user de la référence de « CCI Charente Formation », il sera tenu d'en demander à la CCI Charente l'autorisation préalable.

### **20-3. - Langue**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

## Dérogations au CCAG-FCS

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 36-1 du CCAG TIC

L'article 10-2 du présent CCAP déroge à l'article 34-4-3 du CCAG TIC

L'article 13-1 du présent CCAP déroge à l'article 14-1 du CCAG TIC

L'article 13-2 du présent CCAP déroge à l'article 14-2 du CCAG TIC

Le fournisseur

Mention « lu et approuvé »

Signature + cachet